La méthanisation a le vent en poupe

Publication : mardi 26 mars 2013 15:20

La République du Centre, 26 mars 2013

Méthanisation

Lisier, maïs, etc., chargés en matière organique sont jetés dans un appareil « digesteur » et s'y métamorphosent en méthane ; un biogaz qui peut être revendu. C'est la méthanisation !

Un chiffre

462 entreprises agroalimentaires recensées en région Centre, pour 12.465 salariés et 4,3 milliards de chiffre d'affaires (source Centreco).

Train de sénateur

Avec quelque retard, Jean-Pierre Sueur, sénateur PS du Loiret, a rejoint l'hémicycle régional. Ce qui n'a pas échappé au ministre qui, du coup, l'a salué de manière amicale.

AGRICULTURE ■ Stéphane Le Foll, ministre, aux rencontres régionales de l'agroalimentaire et du bois à Orléans

La méthanisation a le vent en poupe

Hier à Orléans, le ministre a évoqué le plan « 1.000 méthanisateurs ». Et s'est porté au chevet des filières bois et agroalimentaire.

Philippe Bonneau
philippe.bonneau@centrefrance.com

Je lancerai officiellement le plan "EMAA" (Energie-méthanisation-autonomie-azote) vendredi prochain », a annoncé Stéphane Le Foll, hier à Orléans. Un plan qui a pour objectif de faire passer la France de 80 à 1.000 unités de méthanisation d'ici 2018. Aux yeux du ministre, la méthanisation peut constituer des compléments de revenus valables, notamment pour les éleveurs.

« Le ministre reviendra prochainement puisque nous avons déjà deux projets », a renchéri François Bonneau (PS), président du Conseil régional, chez Tereos Artenay et Soignie Biogaz à La Ferté Saint-Aubin).

Deux plans d'action seront dévoilés en mai prochain

Ces déclarations venaient en marge des « Rencontres régionales pour l'avenir de l'agroalimentaire et du bois », notamment initiées par Stéphane Le Foll. Elles lui ont permis d'entendre suggestions et doléances d'une cinquantaine de professionnels des deux filières, réunis dans l'hémicycle régional.

En mai prochain, la présentation d'un double plan d'actions sera lancé, traduisant la mobilisation de l'État et des régions pour soutenir les deux filières confrontées à une redoutable concurrence internationale.

Dans un jeu de questions-réponses, bien des industriels, patrons de PME, représentants du monde agricole, ont exprimé leur ressenti, voire souci. Manuel Machado (Antartis, St-Martin d'Abbat) appelle de ses vœux une campagne de communication pour redorer le blason de l'agroalimentaire. « Des salariés viennent chez nous par dépit », se désole-t-il, notant qu'il faut être « inventif » pour contrer le manque de logements et de transports en milieu rural. Lui, comme d'autres, ont souligné les lacunes grandissantes des personnels en matière d'enseignement, même basique. « On est amenés à former nous-mêmes nos collaborateurs. Des budgets conséquents pour l'entreprise ».

ORLÉANS. Dans l'hémicycle du conseil régional, le ministre a rencontré les professionnels des filières bois et agroalimentaire, après avoir été accueilli par François Bonneau, président, et Pierre-Étienne Bisch, préfet. PHOTO D. BERNARD

Cri d'alarme sur l'état du réseau ferré

Le représentant d'Axéréal (5 millions de tonnes de céréales sur la région, dont la moitié exportée par le rail) souligne « la dégradation du réseau ferré ». Et met en garde « 250.000 tonnes transitent sur la gare de Lapalisse (Allier). Si tel n'était plus le cas, ce serait 105.000 camions, soit 8.000 tonnes de gaz carbonique en plus ».

Le patron de la pâtisserie Kremer (Indre) invite « l'État ou Région à réfléchir sur des outils de stabilisation pour contrer la volatilité du prix des matières premières ». Il cite le prix des œufs qui a récemment doublé en quinze jours, sans cause objective. « Un tsunami pour nous qui en traitons 1.200 tonnes ! »

La ressource en eau, la situation difficile des producteurs de lait, une France qui ne renouvelle pas ses massifs forestiers quand l'Allemagne et la Pologne s'y emploient (respectivement 350.000 millions et plus d'un milliard d'arbres) : autant de sujets présentés au ministre.

En écho, il a assuré que la banque publique d'investissement, dès la fin avril, serait un précieux relais. Et s'est voulu optimiste pour conclure : « Dans ces filières bois et agroalimentaire, il y a un vrai potentiel en matière d'emploi ! » ■

QUESTIONS À

MICHEL MASSON
Président du syndicat FDSEA

Vous avez longuement conversé avec le ministre. Pour lui faire passer un certain nombre de messages. Notamment par rapport à la nouvelle PAC (Politique agricole commune) : si l'on veut sauver l'élevage, c'est en donnant des prix rémunérateurs. Pas à coups de primes et d'aides.

La hausse se répercutera sur le consommateur… Ce serait épuisant. Donner 30 € de plus au producteur pour 1.000 litres de lait, cela se traduit par moins d'un demi-centime sur un pack de yaourts.

Le ministre invite les jeunes à revenir vers l'agriculture… À la condition de pouvoir gagner a minima un SMIC et dans un vu des contraintes de disponibilités - 70 heures par semaine - et du travail.

Vous demandez à ce que la France soit traitée à égalité avec l'Allemagne. Un abattoir allemand qui produit 100.000 tonnes dégage 15 à 20 millions d'euros d'excédent quand le même abattoir français perd, lui, 5 millions. Cela parce que le coût de main-d'œuvre en Allemagne est de 6 €, charges comprises, et que les normes environnementales y sont moins strictes.

Phoca PDF